

## ÉDITORIAL

La parution d'un numéro des *CHTP-BEG* est toujours un moment de satisfaction pour la rédaction. C'est l'aboutissement d'un processus parfois long, qui va du travail éditorial et rédactionnel à la recherche d'une iconographie originale; bref, le travail de toute une équipe. C'est un moment privilégié qui ouvre la porte au contact avec les lecteurs. Comme à l'accoutumée, ce numéro se veut le reflet d'une série de recherche récentes ou en cours.

Vincent Scheltiens s'intéresse au destin à tout le moins singulier de War Van Overstraeten, un peintre animiste flamand ayant exposé à Berlin en mai 1941, tout en ayant été fondateur du Parti communiste de Belgique. À travers cet itinéraire, ce parcours très singulier, c'est toute la question de l'engagement qui est posée. S'agit-il d'une exception ou, au contraire, l'homme est-il représentatif d'une certaine génération qui a eu bien du mal à trouver ses marques dans un environnement en complète mutation ? On peut sans doute parler de bouleversements en cascade pour cette génération qui connaît le retour à la paix consécutif au premier conflit mondial, mais aussi un contexte de crise politique et économique au tournant des années trente, pour ensuite être confrontée à une nouvelle conflagration mondiale. Comment dès lors ne pas s'étonner d'apparentes discontinuités dans les choix idéologiques ? *A contrario*, comment appréhender ceux dont les choix s'inscrivent dans ce qui pourrait apparaître comme une certaine continuité ? D'ailleurs, la notion même de discontinuité mérite à tout le moins d'être reconsidérée, les ruptures contenant elles-mêmes des éléments de continuité. Ce constat va d'ailleurs bien au-delà de l'engagement personnel de Van Overstraeten et oblige à revisiter certains concepts tels celui de classe ou encore de communauté. Voilà donc un article éclairant sur la nécessité de rester vigilant et de ne pas tomber dans le piège des explications monocausales.

L'étude des sociétés en guerre s'est longtemps focalisée sur les moments exceptionnels, sur les phases d'affrontement et beaucoup moins sur le fonctionnement des institutions en contexte d'occupation. Pourtant, ce fonctionnement en dit long tant sur les pratiques de la société occupée que sur les objectifs de l'occupant. Partant de ce constat, l'historienne Anneleen Arnout s'est consacrée à une étude des musées belges durant la Première Guerre mondiale. Cet article est à la croisée de plusieurs domaines de recherches, encore largement en friche. Ainsi, jusqu'il y a peu, l'histoire des institutions muséales en tant que telles n'avait guère retenu l'attention des chercheurs, même s'il y a certes toujours des exceptions. Ce constat vaut *a fortiori* pour les périodes de conflit et notamment pour l'historiographie – pourtant en pleine mutation – de la Première Guerre mondiale. Cet article aborde la question de l'attitude des autorités d'occupation mais aussi des responsables de musées. En effet, peu à peu, les recherches ont montré combien les dimensions culturelles étaient inéluctablement mêlées aux occupations. Dans ce 20<sup>e</sup> siècle de guerre totale, il ne s'agit plus seulement de prendre possession militairement des sociétés. L'occupant porte en lui une vision de la société investie et des transformations qu'il souhaite y introduire. La culture y occupe une large place. Pour

l'envahisseur, la vie culturelle doit à tout prix être encouragée et les musées doivent donc rouvrir leurs portes. Au-delà de cette volonté de normalisation, il y a tout le modèle culturel allemand dont il est essentiel de démontrer la supériorité. Mais il s'agit aussi de consolider les musées dans leur mission éducative et de recherche même si, dans ce dernier domaine, l'occupant tente d'intervenir et se heurte à des stratégies de 'résistance' plus ou moins larvées et plus ou moins couronnées de succès.

L'histoire coloniale est un terrain en plein renouveau. Nos *Cahiers* s'en sont d'ailleurs déjà fait l'écho à plusieurs reprises. Au-delà des moments charnières et des phases de crise, les recherches s'orientent sans cesse davantage vers le fonctionnement de l'entreprise coloniale sur la longue durée. Le projet colonial de la Belgique a été porté par des hommes à la personnalité bien trempée. Andrea Schampaert a étudié l'un d'entre eux en la personne d'Edouard De Jonghe. Il s'agit d'une personnalité intéressante, à la croisée des mondes académique – à la fois ethnologue et professeur d'université – et administratif – en tant que haut fonctionnaire au Ministère des colonies. Dans le contexte colonial, Edouard De Jonghe apparaît comme le fer de lance d'une nouvelle discipline qui s'attelle à l'étude des divers groupes de population qui composent le Congo et ce notamment dans le but d'en faciliter l'évangélisation par les missionnaires. Mais cette démarche académique entraîne également De Jonghe dans la sphère du monde politique catholique, dans les structures d'encadrement et de promotion de la colonie. Dans tous ces engagements, un fil rouge se dessine, la défense de la 'mission civilisatrice' de la Belgique. De Jonghe décédera dix ans avant la fin de ce 'rêve colonial' qui l'a tant mobilisé.

Longtemps, l'histoire de la Seconde Guerre s'est écrite à travers le prisme 'résistance et collaboration'. Mais au-delà de ces comportements exceptionnels, il est tout un cadre, des structures administratives et judiciaires. Longtemps, leur étude a été négligée même s'il ne faut pas oublier les constats pionniers déjà énoncés dans *L'An 40*. Il n'en demeure pas moins que ce terrain n'a guère été prospecté par les historiens. Les *CHTP-BEG* n'en sont que plus heureux de pouvoir publier l'article de Dimitri Roden consacré précisément au fonctionnement de cet appareil judiciaire allemand. Peu à peu, les études déjà menées à l'étranger trouvent donc un pendant belge qui se complétera encore lorsque l'auteur achèvera sa thèse de doctorat.

L'histoire de la Seconde Guerre mondiale ne s'écrit plus exclusivement dans les livres. Si ce constat apparaît comme une évidence aujourd'hui, il se conjugue aussi au passé. Dès les années 1960, la série néerlandaise *De Bezetting* allait influencer les représentations collectives de la société néerlandaise en guerre. Une petite vingtaine d'années plus tard, un phénomène similaire se dessinerait en Flandre avec la série *De Nieuwe Orde*. Au-delà des témoignages et des images, ce qui réunissait ces deux séries, ce sont les fortes personnalités qui les ont incarnées. Aux Pays-Bas, Lou De Jong, auteur d'une monumentale série homonyme de la série télévisée; en Flandre, Maurice De Wilde, l'homme des reportages difficiles et controversés : deux styles qui ont porté des visions

distinctes, consensuelles pour une part, controversées pour l'autre. Certes, les moments étaient différents. Les années 60 s'inscrivaient encore pleinement dans le paradigme patriotique. Dix ans plus tard, celui-ci avait éclaté. On pourrait d'ailleurs même aller jusqu'au constat qu'il n'a jamais prévalu de la même manière en Belgique et aux Pays-Bas. Il n'en demeure pas moins que ces séries ont, chacune à leur manière, marqué leurs sociétés respectives.

Dans sa chronique, Bruno De Wever rend hommage à Lode Wils. L'historien louvaniste est l'auteur de très nombreuses publications sur l'histoire du Mouvement flamand. Ses premières recherches remontent aux années 1950. Depuis ses premières publications consacrées au chanoine Jan David jusqu'à ses dernières recherches sur l'identité actuelle de la Flandre, l'homme n'a cessé de s'intéresser au Mouvement flamand et à ses interactions avec le monde catholique. C'est dire si sa volumineuse biographie – près de douze cents pages – consacrée à Frans Van Cauwelaert est bien plus qu'une biographie. C'est, comme le souligne Bruno De Wever, une véritable histoire du Mouvement flamand qui se dessine derrière l'histoire de l'homme politique anversois.

La rubrique *Image* nous propose en primeur une photographie sur laquelle on n'a pas fini de s'interroger. On y voit des hommes, des femmes et des enfants assis dans un camion. Grâce à un véritable travail de détective, Lieven Saerens a réussi à identifier les lieux et l'auteur de cette photo. Compte tenu du contexte dans lequel il l'a retrouvée, il est hautement probable – sans que l'on puisse parler de certitude absolue – qu'il s'agit de Juifs raflés. Cette photographie figurera également dans l'ouvrage consacré à Anvers qui paraîtra à l'automne et que Lieven Saerens cosignera avec Dirk Martin. Au vu du très petit nombre de clichés portant sur la persécution des Juifs pendant la Seconde Guerre, celui-ci constitue à n'en pas douter une nouvelle source de réflexion pour l'historien. Elle le confronte une fois encore à la difficulté de l'utilisation du matériau photographique.

Je terminerai cet éditorial par quelques mots spécialement destinés aux lecteurs francophones. Ce numéro est exclusivement composé d'articles en néerlandais. Il ne s'agit nullement d'une volonté délibérée de la rédaction mais du reflet d'une réalité éditoriale et d'un hasard de sélection. Il est clair que du fait de la réalité démographique et du nombre d'historiens sortis de nos universités, le déséquilibre entre historiens francophones et néerlandophones ne cesse de s'accroître au bénéfice des seconds. La rédaction reçoit en moyenne une proposition d'article en français pour cinq en néerlandais. Dès lors, cette distorsion ne peut que se ressentir au niveau de la publication. Ce constat est aussi un appel, un appel aux historiens francophones pour qu'ils nous proposent des articles. Le déséquilibre est certes inévitable mais que le lecteur se rassure, des articles en français trouveront place dans nos prochains numéros.

*Chantal Kesteloot*